



Agir par la Culture

2018

{ANALYSE #7}

LA LUTTE POUR LES MOTS: LA PROIE POUR L'OMBRE ?

.....
Jean-François Pontégnie
*Membre du Comité de rédaction
d'Agir par la Culture.*
.....



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

LA LUTTE POUR LES MOTS : LA PROIE POUR L'OMBRE ?

.....
Jean-François Pontégnie
Membre du Comité de rédaction
d'Agir par la Culture.
.....

Les mots en eux-mêmes ne sont rien, les situations d'énonciation font tout. Les conditions de production d'énoncés et, partant, de discours idéologiques, sont les seules qui valent d'être considérées et contre lesquelles il vaut de se battre. Ainsi qu'en témoigne douloureusement la crispation sur le vocable « cotisation » (sociale), à se replier sur les mots, à la limite sur le discours, la gauche ne réinvente-t-elle pas le moulin à prières, dont l'efficacité sociale demeure douteuse ?

Un mot est une unité qui compose, avec quelques dizaines de milliers d'autres, le lexique d'une langue, pas la langue. L'exemple le plus connu de lexique est le dictionnaire : une stase, généralement annuelle, de la plupart des items lexicaux en usage dans une langue.

Un mot aussi banal que « rouler » fait l'objet de douze « définitions », dans le Larousse en ligne (plutôt succinct pourtant) : les mots sont *polysémiques*. Ajoutons à ceci que les mots dénotent et connotent dans le même temps. La dénotation est de l'ordre du sens littéral d'un terme et la connotation, elle, est de l'ordre des éléments de sens qui peuvent s'ajouter au sens littéral. Ces sens – subjectifs, culturels, implicites, etc. – sont extrêmement difficiles à systématiser. « Voiture » et « bagnole » ont des dénotations semblables (véhicules à quatre roues, etc.). Leur connotation est très différente : bagnole, est par exemple, connoté péjorativement, ou considéré comme populaire, etc.

DES MOTS AUX SITUATIONS D'ÉNONCIATION

Polysémie, dénotation et connotation ne peuvent être décodées – analysées notamment d'un point de vue politique et sociologique – que dans les situations d'énonciation c'est-à-dire dans les moments concrets qui mettent en jeu un émetteur, un énoncé, son récepteur et les conditions de production de

l'énonciation. Situations d'énonciation qui sont aussi potentiellement infinies que le sont les émetteurs, les récepteurs, les énoncés.

Les énoncés écrits ou oraux (pour rester dans le domaine de la langue) sont corrects ou non sur le plan grammatical ou orthographique, ils peuvent être composés d'un ou plusieurs mots. Un SMS est un énoncé, à partir de quoi on voit où peut nous mener l'analyse de la situation d'énonciation: son statut orthographique (pour ne prendre que cette unique et simple donnée) varie du tout au tout selon qu'il s'échange entre deux adolescents ou entre un patron et son employé.

Et donc: si l'on prend la peine de replacer le mot, même aussi sommairement qu'ici, dans l'épaisseur et l'étendue de la matière linguistique, il semble absolument évident qu'il ne peut en lui-même avoir aucun pouvoir. Dans la plupart des cas, hors d'un énoncé, il n'a même pas de signification fixe (en raison de sa polysémie) et, pris dans un énoncé, il en conserve potentiellement tant encore qu'il est nécessaire de se référer à la situation d'énonciation, d'abord pour simplement tenter de communiquer, ensuite pour pouvoir décoder – par exemple pour effectuer un travail de contestation politique.

« UN DISCOURS PUISSANT, NON PAS VRAI, MAIS CAPABLE DE SE RENDRE VRAI »

À considérer la question des conditions d'énonciation, on s'aperçoit que de la fabrication d'un dictionnaire à l'envoi d'un SMS aucune des activités que nous avons décrites n'est neutre. La constitution d'un lexique, par exemple, est de part en part traversée par les luttes de pouvoir. On imagine assez facilement les débats – les luttes pour le pouvoir symbolique – que les entrées des mots « *hacktivisme* » et « *ubérisation* » dans le Petit Larousse 2018 ou de la « *post-vérité* » et du « *burkini* » dans le Petit Robert ont pu susciter au sein des comités de rédaction. On voit bien, de surcroît, que ces mots prennent leur sens de leur inscription dans des situations d'énonciation souvent polémiques (ils ont récemment saturé le discours médiatique) et leur entrée au dictionnaire peut avoir des effets eux-mêmes politiques, notamment en ce qu'elle officialise – en raison du pouvoir symbolique des dictionnaires – la condensation sous un même vocable de phénomènes sociaux complexes. Ainsi, une approche de l'effet politique de la consécration de ces ex-néologismes pourrait s'estimer à l'aune des dispositifs énonciatifs où il serait explicitement fait référence à leur entrée au dictionnaire.

La question qui s'inscrit en filigrane dans les présentes considérations est celle, non moins politique que les précédentes, du mystère qui conduit à croire qu'une lutte sociale pourrait être remportée sur le terrain des mots. Qu'il suffirait de nommer l'injustice pour qu'elle commence à disparaître – un peu comme une bonne incantation renverrait aux enfers leurs démons. Il y a là, à notre sens, quelque chose qui ressortit à la pensée magique – au sens de l'établissement enfantin (selon Piaget, entre autres) d'un lien de cause à effet indu. Et, à tout le moins, une forte dommageable confusion entre les

mots et l'idéologie, ce discours puissant « *non pas vrai, mais capable de se rendre vrai* » et « *de [se transformer] en mécanisme agissant* » comme l'écrivait Pierre Bourdieu et Luc Boltanski¹.

UN EXEMPLE CONCRET : LE LEXIQUE SALARIAL

On le sait, en régime capitaliste, le salaire est le résultat, toujours provisoire, d'un compromis historiquement déterminé, établi entre des instances antagonistes, les salariés (pour qui il s'agit d'un « *revenu* ») et les patrons (pour qui il s'agit d'une « *dépense* », d'une « *charge* »). Le compromis contemporain décompose le salaire total en cotisations (c'est la « *part socialisée* » du salaire qui alimente la sécurité sociale, dans toutes ses composantes), en précompte (la part d'impôts prélevée à la source) et en salaire net – le montant perçu. Si l'on veut diminuer la dépense (selon le patronat) que le salaire constitue, la part socialisée est un bon angle d'attaque : une diminution des cotisations reste discrète puisque le montant perçu sur le compte bancaire demeure identique. On passe ici sur les conséquences de cette diminution sur l'ensemble de la sécurité sociale et que le salarié paiera en dernier ressort, par exemple, par une diminution de la part remboursée des médicaments ou par une exclusion plus rapide du chômage.

Pour la Fédération des Entreprises de Belgique, il convient de réduire les charges sociales (les cotisations à la « *Sécu* ») parce qu'elles nuisent à la compétitivité, qui serait créatrice d'emplois.

Pour Gérard Filoche, syndicaliste, comme pour la gauche en général, les « *charges sociales, ça n'existe pas. Ce sont des cotisations sociales. Et les cotisations sociales, c'est magnifique.* »²

Voilà deux *discours* (deux ensembles d'énoncés articulés entre eux et porteurs d'idéologie). Le premier s'appuie sur un raisonnement d'apparence économique. Le second s'attache à rétablir les mots dans leur ancienne vérité, selon laquelle la sauvegarde de la sécu et des cotisations était une priorité communément admise. Il est très largement diffusé par l'ensemble des sphères de la gauche. Mais voilà le *fait* : le montant des cotisations sociales diminue continuellement depuis environ 30 ans³.

LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER PLUTÔT QUE CELLE DES MOTS

Seul le retour sur les situations d'énonciation permet de rendre compte des raisons pour lesquelles un discours – patronal en l'espèce – s'est imposé et « *règne aujourd'hui en maître notamment au sein de la sphère politique, [...], dans une large mesure au sein de la sphère médiatique qui en a fait sa vulgate, de même qu'il a contaminé bon nombre de cercles du monde académique* » comme l'indique le sociologue Alain Bihr⁴. Et des raisons pour lesquelles, inversement, l'énoncé « *les cotisations, c'est magnifique* » n'a guère plus d'efficacité pratique qu'un moulin à prières.

1. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski. « La production de l'idéologie dominante » in *Actes de la recherche en sciences sociales* Vol. 2, n°2-3, juin 1976. La production de l'idéologie dominante. pp. 3-73. Disponible en ligne sur : www.persee.fr/doc/AsPDF/arss_0335-5322_1976_num_2_2_3443.pdf

2. Voir www.filoche.net/tag/cotisations-sociales

3. « *La structure du financement de la protection sociale a considérablement évolué depuis sa création en 1945. La part des ressources provenant des cotisations sociales a progressé régulièrement de 1950 à 1990, puis a stagné de 1990 jusqu'à 1993, pour chuter régulièrement [...] depuis 1993, au prétexte de restaurer la compétitivité du commerce jusqu'à 1993, pour chuter régulièrement [...] depuis 1993, au prétexte de restaurer la compétitivité du commerce extérieur et de favoriser la création d'emplois* ». Article de Pascal Franchet « Oui, les ressources de la Sécurité sociale baissent, mais pas parce qu'elle est trop généreuse ! ». Disponible en ligne sur www.cadtm.org/Oui-les-ressources-de-la-securite

4. Alain Bihr, *La Novlangue néolibérale*, Éditions Pages Deux, 2007. Disponible en ligne sur http://classiques.uqac.ca/contemporains/bihr_alain/novlangue_neoliberal/novlangue_neoligerale_Page2.pdf

On ne va pas refaire ici cette histoire complexe, dont le progressif effacement du caractère inaliénable de la cotisation sociale est un symptôme. Retenons qu'elle n'a rien de magique et qu'elle est le résultat d'une forte mobilisation de la classe dominante dans toutes ses composantes et qu'elle a partie liée avec le renchérissement brutal du pétrole au début des années 1970 (une dépense, qu'il fallait compenser) et l'accession au pouvoir de représentants du discours dominant, dont Mme Thatcher.

5. Alain Bihr, *op. cit.*

Ce à quoi Alain Bihr ajoute : « *tout ceci n'aurait pu se produire sans [...] la profonde crise dans laquelle est [...] entré le mouvement ouvrier [...], incapable de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et des tactiques, des formes de mobilisation, d'organisation et de lutte qui soient adaptées aux nouvelles caractéristiques de la situation* ». ⁵

Le constat est implacable et rejoint ce qui inquiète ici : la confusion de l'ombre et de la proie ou le repli du mouvement ouvrier sur la défense d'un lexique, pour le coup investi de pouvoirs inexistantes, plutôt que le redéploiement de l'imagination combative. Et de la lutte concrète.